

est la solution définitive au chômage, et que la meilleure façon d'augmenter ces échanges est d'accroître le pouvoir d'achat des pays insuffisamment développés. Il n'y a aucune raison de croire, selon moi, que, face à la concurrence européenne, américaine, japonaise et communiste, nous pouvons nous attendre à obtenir une part plus considérable du gâteau, pour ainsi dire, que représente le volume actuel des échanges internationaux. Il faut que les échanges commerciaux augmentent. L'aide aux pays insuffisamment développés entraîne des échanges internationaux et, je veux le souligner, cette aide signifie des emplois au Canada.

L'autre soir, j'ai cité à titre d'exemple le plan de Colombo, où sur un don Canadien de 36 millions de dollars, 95 p. 100 représentaient des emplois au Canada. Voilà ce que nous voulons dire quand nous parlons d'aide. J'ai cité aussi le président de la Banque Impériale qui nous a exhortés à manifester «de la hardiesse et de l'imagination pour ce qui est de l'aide aux pays étrangers.» Je cite une autre voix autorisée du monde des affaires:

Nous avons besoin, dans l'immédiat, du stimulant aux exportations que comporte l'aide à l'étranger, ainsi que de la bonne volonté et des marchés que cela nous vaudra dans les pays insuffisamment développés, à mesure qu'ils se développeront et prospéreront.

Aux États-Unis se manifestent certains indices favorables à une assistance accrue. L'autre soir, j'ai cité une observation à deux tranchants du nouveau président:

Si le monde libre ne peut pas aider les nombreux pauvres, il ne pourra jamais sauver les quelques riches.

Je répète qu'à mon avis il n'y a aucune raison de croire que nous pouvons résoudre vraiment le problème du chômage si nous n'augmentons pas sensiblement le volume des échanges internationaux, et la façon évidente de le faire c'est d'élèver le niveau de vie des pays insuffisamment développés.

A cet égard, j'aimerais citer le cas de l'Inde. L'Inde, à certains égards, est un pays fort décourageant, je le sais. Nous connaissons néanmoins l'opinion de l'éminente économiste et globe-trotter Barbara Ward. Elle dit que, par rapport à l'ensemble du monde atlantique, l'Inde se trouve prise dans la même situation que l'Europe occidentale en 1947. Elle explique que les nations d'Europe ont grandement contribué à restaurer leur propre position, mais qu'elles se trouvaient absolument stationnaires, vu qu'elles avaient besoin de devises étrangères. Elles les ont obtenues du plan Marshall. Barbara Ward dit ensuite:

L'Inde se trouve à peu près dans le même équivoque. Un effort de plusieurs années a mis son

[L'hon. M. Macdonnell.]

économie en branle comme cela ne s'était jamais produit auparavant, mais il lui est tout simplement impossible d'obtenir le change étranger qui est l'élément essentiel à la poursuite de son expansion.

Elle déclare en outre, au sujet de l'attitude du monde occidental:

...le genre de détermination soutenue qui est à la base du plan Marshall,—la détermination à poursuivre sa tâche jusqu'au bout,—n'existe pas encore.

Or, on se demandera si le monde occidental ne fait pas assez. La réponse est non. M. Hoffman, ce grand travailleur international, dit que le résultat a été décevant au cours des années 50. Le revenu moyen par personne dans les 100 pays insuffisamment développés n'a augmenté que de \$15 à \$20. L'augmentation moyenne chez les pays occidentaux, au cours de la période de 1950 à 1957, a été d'environ \$300, en regard de ce faible montant de \$15 à \$20 dans les pays sous-développés. Aux États-Unis, elle a été de \$530. A ce sujet, M. Hoffman dit qu'il n'y a pas de mal à ce que les riches s'enrichissent, mais qu'il est inquiétant et déplorable que les gens qui sont désespérément pauvres le demeurent.

Je tiens à donner un autre chiffre. En 1950, le revenu moyen par personne au Canada était de \$1,507 en 1959, en comparaison de \$110 dans les pays sous-développés; il s'est élevé à \$125 ou \$130 en 1959.

Alors, avons-nous les moyens de faire davantage? Quelle est notre contribution actuelle en ce qu'on pourrait appeler des termes courants? M. Keenleyside, ancien fonctionnaire aux Nations Unies et maintenant président de la Commission hydroélectrique de la Colombie-Britannique, a dit en plaisantant, mais bien à propos:

Le coût de la contribution du Canada au Plan de Colombo est moins de la moitié du montant que les femmes canadiennes dépensent chaque année pour des cosmétiques.

Le moyen facile de remédier à cette situation, moyen que beaucoup de gens proposent, est de trouver l'argent en réduisant les dépenses pour la défense. C'est une solution fort alléchante. Je voudrais bien pouvoir dire que c'est celle que je propose, mais je ne suis pas disposé à fonder ma proposition là-dessus. D'après M. Gaitskell, chef du parti travailliste en Angleterre, les gens sérieux devront songer très sérieusement au risque qu'il y aurait à laisser tomber notre défense devant les communistes. Je dois donc m'inspirer de mots bien connus.

Ce sont:

Vous auriez dû faire cela, mais non pas au détriment d'autre chose.

Autrement dit, je crois que nous devons faire les deux. Si mon raisonnement est bon, —il a déjà été énoncé par des gens plus compétents, plus sages et plus expérimentés que